https://www.elcorreo.eu.org/La-Theorie-des-ensembles-a-l-aune-de-la-realite-politique-argentine-une-absence-d-interets-communs

La Théorie des ensembles à l'aune de la réalité politique argentine : une absence d'intérêts communs

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 22 novembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La dernière dictature militaire argentine avait interdit les mathématiques modernes et la Théorie des ensembles , et donc le concept l'idée d'« intersection d'ensembles » – deux ensembles d'éléments ont un ou plusieurs éléments en commun. Transposé à la réalité politique actuelle, l' « intersection d'ensembles » des intérêts communs est vide en Argentine, par la faute des élites économiques, gagnées par la cupidité et les idéologies antisociales de l'extrême droite mondiale.

Parmi les aberrations commises par la dernière dictature civilo-militaire (argentine) figurait l' insolite interdiction de l'utilisation des mathématiques modernes et de la théorie des ensembles, avancées scientifiques qui avaient été formulées avant la fin du XIXe siècle.
On néglige souvent l'importance des civils au sein de ce gouvernement, mais ils ont joué un rôle central dans la conception de cette dictature, dans la conduite programmatique de celle-ci et dans la formulation de ses orientations idéologiques extrêmement rétrogrades.

Dans la théorie des ensembles et les diagrammes de Venn, dans les vecteurs et les matrices, les idéologues de la dictature voyaient des défiances vis-à-vis de l'ordre établi, dotées d'un potentiel subversif… Au fond, ils rejetaient les modes d'organisation de la pensée qui permettaient d'avoir une compréhension plus claire et plus ordonnée de la réalité.

Les diagrammes de Venn et la politique argentine

La théorie des ensembles consistait à regrouper différents éléments en ensembles, puis à effectuer des opérations sur ces ensembles pour voir s'ils avaient des éléments en commun ou s'il s'agissait d'ensembles ne partageant aucun élément, entre autres opérations. Lorsque deux ensembles d'éléments ont un ou plusieurs éléments en commun, cet ensemble d'éléments communs est appelé « intersection d'ensembles ».

Transposons maintenant ces concepts dans le domaine politique. Chaque parti, chaque secteur social, a un ensemble d'aspirations. Il peut arriver que plusieurs de ces aspirations, issues de divers secteurs ou partis, soient partagées, ce qui crée une « intersection d'ensembles » entre eux, permettant ainsi de formuler une proposition qui, au moins partiellement, les représente tous.

À bien y réfléchir, le péronisme a toujours cherché à présenter un programme qui ne représente pas exclusivement un secteur (par exemple : la classe ouvrière industrielle), mais qui comporte des éléments tenant compte des besoins d'autres secteurs, non seulement des salariés, mais aussi des professions libérales, des commerçants, des petits et moins petits entrepreneurs, tant en ville qu'à la campagne.

Dans le cas de l'ancien développementalisme d'Arturo Frondizi, celui-ci soutenait que son programme économique, « le développement », était si bénéfique pour l'ensemble des secteurs économiques et sociaux que le « point d'intersection » englobait tout le monde : chacun avait quelque chose, voire beaucoup, à gagner du développement économique.

Le péronisme est né avec pour objectif principal d'améliorer vraiment le niveau de vie des travailleurs argentins, mais en atteignant cet objectif, il a eu un impact favorable sur l'ensemble du tissu productif argentin, sur le niveau de vie

Copyright © El Correo

des classes moyennes et sur une grande partie des acteurs du marché intérieur.

Les changements qui détruisent l'ensemble intersectionnel

Depuis le coup d'État de 1976, nous assistons à la mise en œuvre de politiques néolibérales visant à détruire progressivement le marché intérieur, qui est l'espace où convergeaient les intérêts de divers secteurs sociaux. L'activité industrielle, les bons salaires, la construction de logements et les travaux publics, l'extension des services publics, les institutions de protection sociale, les grandes entreprises publiques, constituaient un tissu qui reflétait de nombreux intérêts convergeant vers des politiques publiques incarnant cette « intersection d' ensembles » où se rejoignaient les majorités sociales.

Au début de la période actuelle de démocratie formelle, tant le programme du péronisme que celui du radicalisme reflétaient cette convergence d'intérêts sociaux larges, même si la dictature avait déjà semé les graines de l'endettement extérieur, de la désindustrialisation et d'une marginalisation sociale croissante.
Les tentatives de réparation – la plus timide exprimée par Alfonsín, et la plus audacieuse incarnée par le kirchnérisme – n'ont pas suffi à inverser les profonds changements que chaque gouvernement néolibéral a introduits dans l'économie, toujours avec la même orientation : détruire le marché intérieur, réduire l'industrie au minimum, affaiblir l'État, exporter des produits non transformés et ouvrir le marché local à la spéculation financière internationale.

Il est clair que le programme des néolibéraux argentins et celui des majorités nationales ont très peu de points communs. Avec le « mileísme », « l' intersection d'ensembles » avec le programme des élites économiques argentines a cessé d'avoir des points communs avec les intérêts des travailleurs et des classes moyennes, tant du milieu urbain que la campagne. « L' intersection d'ensembles » est donc vide.

Milei, porte-parole des intérêts les plus concentrés du capital local et étranger, a mis en place une politique économique exclusivement orientée vers l'augmentation des bénéfices du capital concentré, au détriment de tous les intérêts de l'ensemble des secteurs divers qui vivent et dépendent du marché intérieur.
La promesse trompeuse « laissez-moi détruire l'État, et je vous apporterai la stabilité économique » fut un moyen astucieux de confondre la population en lui faisant croire qu'il existait une « intersection d'ensembles » entre tous les acteurs, qui était « faire baisser l'inflation ».

La confusion qui règne au sein de la grande majorité de la population est si grande que cette dernière n'a pas compris que son intérêt réside dans la baisse des prix, et non dans la baisse du rythme de leur hausse (c'est cela, l'inflation). Et que ses propres salaires augmentent, et non qu'ils diminuent. Et que ses emplois soient préservés, et non supprimés. La vérité est que l'action du « mileísme » au cours de ses trois années au pouvoir a été l'une des plus déterminées à saper tout point de convergence entre les intérêts populaires et ceux du capital.

Presque toutes les avancées économiques du capital, sous ce gouvernement, sont dues : 1) à des transferts directs de ressources ou de revenus provenant de l'appareil d'État – notamment la vente d'entreprises publiques rentables à des prix dérisoires, les baisses d'impôts pour les secteurs les plus riches, la destruction des droits du travail ou encore l'encouragement direct à l'évasion fiscale –, et 2) des transferts provenant du reste des secteurs sociaux (environ 70 % de la population), qui voient leurs revenus et leur niveau de vie diminuer de jour en jour, afin d'améliorer ceux de l'élite de la société.

Copyright © El Correo

L’absence d’un programme réformiste

Du point de vue traditionnel des programmes réformistes en Argentine, les objectifs sont ceux de toujours : améliorer les conditions de vie de la majorité de la population, accroître la production et l’emploi, permettre aux jeunes de progresser, et répondre aux besoins de la population en matière de santé, de logement, d’éducation et de soins. Ce qui a changé, cependant, c’est que l’action des élites argentines a vidé l’« intersection d’ensembles » des politiques publiques de tout élément de convergence. Les intérêts des uns n’ont aucun point de contact avec ceux des autres.

On pourrait rappeler que, durant les premières années du kirchnérisme, grâce à la forte reprise économique et à l’impulsion donnée par les pouvoirs publics, l’emploi, les salaires, les retraites, les investissements dans les travaux publics, ainsi que les bénéfices des industriels, des agriculteurs, des commerçants et des banquiers se sont améliorés. Il a même été possible de rembourser une partie de la dette extérieure contractée auprès des bailleurs de fonds internationaux sous les gouvernements néolibéraux.

Oui, c’est vrai. Mais la nouveauté réside dans le fait que ce dernier groupe d’acteurs considère que ses intérêts sont diamétralement opposés à ceux des premiers et qu’il n’est pas disposé à trouver des points de convergence. Le vieil adage conservateur selon lequel « il faut d’abord que le gâteau grossisse pour améliorer la répartition » a été relégué aux oubliettes par ceux qui ne conçoivent que de manger, eux seuls, le gâteau tout entier.
Un exemple : Milei, en tant que représentant des grandes entreprises argentines, est en train de détruire la santé publique, l’éducation à tous ses niveaux, la protection des personnes handicapées, le système scientifique et technologique que l’Argentine a su construire au fil des décennies, les espaces culturels et communautaires, ainsi que les infrastructures nécessaires pour que la société argentine soit plus moderne et dispose de meilleurs services.

Il est évident que pour reconstruire tous ces éléments indispensables à une vie en société supportable, il n’y a d’autre alternative que de disposer de ressources économiques accrues de la part de l’État. Ces ressources existent, mais elles ont été systématiquement cédées aux secteurs privilégiés au cours de la dernière décennie, en particulier par les gouvernements de Macri et de Milei, même le Frente de Todos n’a pas fait preuve d’une volonté claire de remettre en cause ces acquis des secteurs les plus aisés.
Justement une très forte concentration des revenus a été générée là où se trouvent les ressources nécessaires pour offrir des améliorations à l’ensemble de la population et mettre en place une économie de production en croissance.

Où l'État va-t-il trouver les ressources nécessaires pour relancer les travaux publics, mettre en place un plan national de logement et réformer les retraites, s'il ne parvient pas à améliorer le recouvrement des impôts, à éliminer la fraude et l'évasion fiscales, ainsi que la fuite des capitaux vers l'étranger ?
Il n’existe donc pas d’ « intersection d’ensembles » entre ceux qui gouvernent aujourd’hui l’Argentine et le reste des secteurs sociaux qui ont besoin – pour des raisons de survie – de modifier complètement l’orientation de la politique économique.
En réalité, il existerait – en théorie – une « intersection d’ensembles » entre les élites privilégiées et la majorité de la société, mais elles n’est pas d’ordre économique. Il s’agit de la possibilité de disposer d’un pays réellement vivable , qui progresse à tous les égards, qui n’exclut personne et qui est capable de déployer tout le potentiel humain présent sur son territoire.

Le problème est que ce pays développé et inclusif ne fait pas partie de la vision de l’élite argentine. Pire encore : celle-ci rejette violemment ceux qui évoquent cette possibilité.
L’« intersection d’ensembles » des intérêts communs est vide dans notre pays à cause de la responsabilité de ce secteur social, rallié à la cupidité et égaré par les idéologies antisociales de l’extrême droite mondiale.
Le défi, pour changer l’Argentine, consiste à accepter que ce changement ne pourra se faire sans conflit, ni contestation. Non pas par un désir abstrait de confrontation, mais par la nécessité de s'attaquer sérieusement aux carences croissantes qui touche la majorité sociale.

Copyright © El Correo

Par Ricardo Aronskind pour **La Tecl@ Eñe**, 12 novembre 2026

Traduit de l'espagnol depuis El Correo de la Diaspora par Estelle Leroy-Debiasi

*Ricardo Aronskind. Économiste et titulaire d’un master en relations internationales, chercheur enseignant à l’Université Nationale de General Sarmiento.

El Correo de la Diaspora, Paris, le 22 novembre 20026

Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une œuvre de **www.elcorreo.eu.org**